Archives alainberset.ch — copie d'archive
Tribune d'Alain Berset « Il faut en finir avec les privilèges fiscaux ! », publiée le 19.09.2005 sur son site www.berset.ch.
Adresse d'origine : http://www.berset.ch/archives/documents/2005/050919.FiscaliteSP.htm
Copie : Internet Archive, capture du 22.10.2007 —
https://web.archive.org/web/20071022074448/http://www.berset.ch/archives/documents/2005/050919.FiscaliteSP.htm

Il faut en finir avec les privilèges fiscaux !

Souvenez-vous ! Le rejet du paquet fiscal le 16 mai 2004 est une des plus grandes victoires populaires du parti socialiste ces dernières années.

Alain Berset, Conseiller aux Etats

Le débat autour du paquet fiscal a montré d'une part que la population est conséquente et qu'elle souhaite que les tâches de l'Etat soient financées, et il a montré aussi que la population n'est pas prête à accepter un traitement inéquitable des citoyens devant les impôts. Pourtant, un système fiscal mal ficelé crée des privilèges. Le parti socialiste est le parti de la justice fiscale ! Cela signifie notamment corriger le système pour abolir les privilèges injustes et éviter de créer de nouvelles injustices fiscales.

Or, le parlement fédéral est justement affairé à ancrer dans une loi des privilèges fiscaux parmi les plus scandaleux qui soient : il s'agit de l'imposition des participations de collaborateurs. Sous ce titre énigmatique se cachent en réalité des privilèges fiscaux parmi les plus dommageables qui soient pour la justice fiscale, puisqu'ils permettent en réalité aux directeurs des grandes entreprises qui sont partiellement payés par des actions et des options de réduire fortement leurs impôts personnels, et même d'échapper partiellement aux cotisations sociales obligatoires.
Alors que chaque travailleur paie des cotisations sociales et des impôts sur la totalité de son revenu, jusqu'au dernier centime, les managers payés en actions et en options bénéficieraient de « déductions spéciales », pouvant aller jusqu'à 50% du revenu !

Le paquet fiscal a pourtant été rejeté voici un an, condamnant une fiscalité favorisant les plus aisés. Depuis plusieurs années, les rémunérations des grands patrons sont au centre du débat, les programmes d'économie qui se poursuivent et se multiplient causent des dégâts importants et conduisent à la suppression de plusieurs dizaines de milliers de postes de travail. Cette situation n'a pas empêché radicaux, PDC et UDC de plébisciter au Conseil des Etats ce système qui offre des allégements fiscaux à ceux parmi les directeurs de grandes entreprises qui sont déjà les mieux payés.

Les privilèges existants dans ce domaine devraient être supprimés. Le Conseil national se prononcera cet automne. A suivre…

19 septembre 2005

